

Berne, le 30 septembre 2021

L'Association des cadres des transports publics souscrit aux propos du conseiller fédéral (CF) Ueli Maurer, selon lesquels l'aménagement de l'offre des transports publics doit pouvoir être financé par de nouveaux modèles. Nous soutenons notamment ses idées sur le fret ferroviaire: il faut trouver et adopter rapidement des solutions viables permettant l'indemnisation du fret. La dette des CFF est également préoccupante. Nous avons hâte de connaître les propositions du groupe de travail réunissant le DETEC, l'OFT et les CFF.

CF Ueli Maurer: «Oui aux TP, mais avec un financement plus solide et plus stable.»

Le conseiller fédéral Ueli Maurer s'est exprimé à la 85^e assemblée des membres de la LITRA du 30 septembre 2021 sur la situation actuelle des transports publics en Suisse. Il a également abordé le financement des TP à l'avenir, les souhaits d'aménagement et les réformes nécessaires.

En tant que chef du Département fédéral des finances, Ueli Maurer a principalement évoqué les coûts supportés par les pouvoirs publics et a décrit trois phases.

Situation avant le coronavirus

Les presque 10 milliards de francs annuels dépensés au titre des transports publics correspondent à environ 14% des dépenses de l'État. Cette enveloppe permet avant tout de financer l'infrastructure des transports publics, en particulier son entretien.

Conséquences de la pandémie de coronavirus sur les transports publics

À la suite des confinements et de l'obligation de télétravail, la demande de prestations de transport a massivement reculé. À titre de comparaison avec 2019, «année normale»:

2020	T grandes L -41%	T rég. -33%	Résultat annuel du groupe CFF:	CHF -617 M
2021	T grandes L -30%	T rég. -25%	Résultats semestriels du groupe CFF:	CHF -389 M

Perspectives post-COVID-19

D'après plusieurs experts, il faudra attendre 2025 pour que la demande retrouve le niveau de 2019, c'est-à-dire celui antérieur à la pandémie. Comme l'offre des transports publics reste pratiquement la même, les baisses substantielles de coûts à titre de contre-mesures ne sont pas possibles. L'écart entre les recettes manquantes et les coûts

quasi-identiques à ceux d'avant la pandémie ne s'amenuise donc guère. Qu'avons-nous appris de la crise sanitaire? Le conseiller fédéral, Ueli Maurer, a tiré un bilan réaliste. Les constats ne sont pas nouveaux, mais la crise sanitaire n'a pas tardé à montrer que le financement des transports publics ne permettait pas de faire face aux crises, et qu'il reposait principalement sur de nouvelles dettes. Cette situation n'est satisfaisante ni pour lui, en tant que ministre des finances, ni pour les transports publics.

Quelles mesures propose la Confédération?

Elle prévoit d'améliorer nettement le degré d'autofinancement du trafic régional voyageurs à l'horizon 2030/2040 et propose trois champs d'action pour atteindre cet objectif:

- ❑ dans le cadre du transport indemnisé, le processus de commande sera rationalisé;
- ❑ le contrôle des coûts doit être amélioré;
- ❑ les mécanismes de financement doivent être repensés et adaptés.

Dans le domaine du fret, Ueli Maurer estime également que des mesures sont nécessaires. Ainsi, il faut examiner dans quelle mesure le transport par wagons isolés ne couvrant pas ses coûts peut, à titre de mesure de réduction des émissions de CO₂, être intégré au service public subventionné.

Le responsable des finances est très préoccupé par la progression des crédits de la Trésorerie fédérale accordés aux CFF, qui s'établissent à environ 5,2 milliards de francs. Un groupe de travail composé de représentants du DETEC, de l'OFT et des CFF est d'ores et déjà à l'œuvre pour élaborer des solutions.

La Confédération est consciente du rôle majeur des transports publics dans l'économie nationale. Ueli Maurer est d'avis que les défis énergétiques à relever accentueront cette position et qu'il est donc impératif de régler le problème du financement de la dette. Il a donné matière à réflexion en posant la question suivante: Quels aménagements sont encore nécessaires pour l'offre et donc pour l'infrastructure ferroviaire? Il oppose les moyens limités de la Confédération aux exigences de subvention des TP.

Conclusion

La Confédération soutient les transports publics dont l'importance ne va cesser de croître. Cependant, le financement doit être repensé. Il est essentiel de jeter rapidement les bases d'un financement stable. Pour l'application des mesures à prendre, la Confédération anticipe une longue période et plaide en faveur d'un déroulement par étapes. En bref:

«Oui aux TP, mais avec un financement plus solide et plus table.»